



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Resource and Data Management Division / Division de
la gestion des ressources et des données
Terrasses de la Chaudière
4th Floor, 10 Wellington Street
4th etage, 10, rue Wellington
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Solution de saisie de données Solution de saisie de données automatisée et manuelle	
Solicitation No. - N° de l'invitation 45045-210123/B	Amendment No. - N° modif. 003
Client Reference No. - N° de référence du client 000013000	Date 2023-04-17
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-173-41352	
File No. - N° de dossier 173xl.45045-210123	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2023-04-27 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cunningham, Nikita	Buyer Id - Id de l'acheteur 173xl
Telephone No. - N° de téléphone (343) 575-7045 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

La modification 003 de l'appel d'offres est réalisée pour :

- Répondre aux questions de l'industrie.

Question 44:

Comment accéderons-nous au serveur pour l'installation ? Pendant les sessions à distance, le membre de l'équipe de Statistique Canada peut-il donner au représentant du vendeur le contrôle du poste de travail pour travailler sur le problème existant puisque l'accès VPN ne sera pas accordé ?

Réponse 44:

En aucun cas, Statistique Canada accordera un accès au soumissionnaire à un système interne. La formation est dispensée par le biais de sessions à distance au cours desquelles Statistique Canada serait guidé par le partage d'écran et le fournisseur en assurera le soutien. Le fournisseur n'obtiendrait pas d'accès VPN.

Question 45:

Section 4.3 Portée des services de formation pour la solution, devons-nous former tous les utilisateurs ou formons-nous un formateur de Statistique Canada ?

Réponse 45:

Le contracteur assurera la formation d'un noyau d'utilisateurs de StatCan, qui formeront ensuite les employés de Statistique Canada .

Question 46:

Section 4.3 Étendue des services de formation pour la solution : 4.3.b.2, combien d'administrateurs et de développeurs devront être formés ?

Réponse 46:

Statistique Canada aura d'abord besoin d'une quinzaine d'administrateurs et de développeurs, mais la Solution devrait être évolutive pour répondre aux besoins futurs de Statistique Canada.

Question 47:

Section 7.28 Formation, pour la formation future, combien de sessions de formation par période d'option Statistique Canada envisage-t-il ?

Réponse 47:

À l'heure actuelle, le Canada n'est pas en mesure d'indiquer le nombre de sessions de formation, étant donné que la formation pendant les périodes d'option n'est requise qu'en fonction des besoins. Pourtant, Statistique Canada envisage la nécessité d'une formation par an. Les services optionnels sont laissés à la discrétion du Canada.

Question 48:

Veuillez confirmer qu'il y aura trois environnements entièrement nouveaux. Existe-t-il un environnement de formation supplémentaire ou les vendeurs doivent-ils supposer que l'environnement de test sera utilisé pour la formation ? La page 67, section 3, stipule ce qui suit Développement en environnements (développement, test et production).

Réponse 48:

Il n'y aura pas de quatrième environnement. L'environnement de test sera utilisé pour la formation.

Question 49:

Combien de personnes seront impliquées dans la mise à l'essai d'acceptation par l'utilisateur ?

Réponse 49:

Statistiques Canada aura besoin d'environ 20 personnes ou moins pour effectuer une UAT.

Question 50:

Combien de licences seraient nécessaires pour la mise à l'essai d'acceptation de l'utilisateur et le développement ?

Réponse 50:

Les 150 licences perpétuelles devront être valables et utilisées dans tous les environnements.

Question 51:

S'il existe 350 enquêtes actives (voir annexe A - cahier des charges, section 2.0 Contexte), ces enquêtes sont-elles en anglais et en français, ou existe-t-il des enquêtes dans d'autres langues ?

Réponse 51:

Le Canada confirme que les enquêtes actives sont actuellement en anglais et en français ou bilingues.

Question 52:

Sur la base du tableau 2 - Aide à la mise en œuvre de l'annexe B, combien de modèles de travail le fournisseur devra-t-il migrer ? Veuillez fournir des exemples de tous les modèles requis dans toutes les langues.

Réponse 52:

Le Canada confirme qu'aucune migration ne sera nécessaire à partir de la solution héritée.

Question 53:

Les images sont-elles transférées dans un autre système ou s'agit-il principalement des données ?

Réponse 53:

Le Canada confirme que les images doivent être gardées et les données sont extraites en vue d'un traitement ultérieur.

Question 54:

Est-il possible de fournir des détails supplémentaires sur les intégrations de systèmes nécessaires (API, etc.) ?

Réponse 54:

La capacité de faire appel aux API et aux services Web des systèmes internes de Statistique Canada. Actuellement, aucun n'est disponible.

Question 55:

La section 1.1.m.1, page 82, indique que "la solution doit permettre de gérer des volumes de fichiers faibles ou élevés (jusqu'à 35 millions d'images individuelles par mois)". Quelle est votre moyenne pour chacune des trois dernières années ?

Réponse 55:

Canada ne peut présentement pas fournir cette information.

Question 56:

La section 4.4.a.3 Soutien technique, point a), stipule que "le soumissionnaire doit être disponible par téléphone ou par l'intermédiaire d'un site Web (et par d'autres moyens virtuels si nécessaire) afin de fournir un soutien technique, dans les deux langues officielles (anglais et français), de 6 h à 19 h (heure

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

de l'Est)". Est-ce que Statistique Canada envisagerait des heures d'assistance technique de 8h à 20h (heure de l'Est) ?

Réponse 56:

Le Canada réfère les soumissionnaires à la modification 002 question 20.

Question 57:

Modification 001, question 9. L'État peut-il expliquer si "AA technologies" (mentionné dans la question) est Automatisation partout ou un autre fournisseur de technologie? L'État peut-il préciser si les outils de "AA technologies" font actuellement l'objet d'une licence accordée par Statistique Canada?

Réponse 57:

Canada ne peut présentement pas fournir cette information.

Question 58:

Exigez-vous une authentification multifactorielle ? Si oui, quels sont les types d'authentification ?

Réponse 58:

La solution doit répondre aux exigences de sécurité spécifiées dans l'appel d'offres.

Question 59:

En ce qui concerne la formation:

- a. Combien de sites ?
- b. Préférence pour une formation sur site ou en ligne ?

Réponse 59:

Le Canada réfère les soumissionnaires à la section 7.3.10 – Formation sous-section A.

Question 60:

Accéder à e-post conformément aux instructions du soumissionnaire fournies dans la partie 2 de l'appel d'offres pour soumettre l'offre. J'ai appelé hier le support technique d'e-post qui m'a indiqué que nous avons besoin d'une invitation de la part du fournisseur. À ma connaissance, nous n'avons pas reçu d'invitation. Pouvez-vous nous donner accès à e-post ?

Réponse 60:

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Le Canada réfère les soumissionnaires à la Section 2 – Instructions à l'intention des Soumissionnaire

Question 61:

Sur la base du libellé de l'appel d'offres ci-dessous, pouvez-vous confirmer la date et l'heure de clôture des questions-réponses ?

(e) Toutes les demandes de renseignements doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante au plus tard 10 jours civils avant la date de clôture des offres. Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient ne pas recevoir de réponse.

Réponse 61:

Veuillez vous reporter à la section 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires, sous-section 2.4 –

Demandes de renseignements – demande de soumissions.

Question 62:

Section 6.1 - Exigences en matière de sécurité : Veuillez confirmer si le personnel du soutien technique sera potentiellement amené à accéder à des informations PROTÉGÉES dans l'accomplissement des tâches énumérées à l'annexe A, section 4.4.a.3.

Réponse 62:

Le fournisseur choisi sera tenu d'avoir le personnel de soutien technique autorisé au niveau de fiabilité. Le soumissionnaire est tenu de remplir la section 3 – Soumission technique Sous-section C.II – Sécurité.

Question 63:

La section 7.1 a) V), pouvez-vous indiquer le nombre et les détails des cas d'utilisation spécifiques qui doivent être configurés dans le cadre du test et du déploiement pour que la mise en œuvre soit considérée comme complète ?

Réponse 63:

Canada n'est pas en mesure de fournir ces informations.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Question 64:

La section 4.2 C) 1) Pouvez-vous fournir des détails sur l'étendue et la quantité de modèles à migrer à partir de la solution existante ?

Réponse 64:

La migration de la Solution actuelle ne sera pas nécessaire.

Question 65:

Je m'intéresse à la manière dont les pages de numérisation qui nous seraient fournies se rapportent aux documents, en particulier dans le contexte où il existe un besoin évident de les suivre.

Réponse 65:

Un document contient une seule page ou plusieurs pages numérisées.

Question 66:

Pour le critère obligatoire 8, "La solution doit permettre de mettre en œuvre des scripts personnalisés avant et après chaque processus, et de les exécuter pour chaque champ individuel (avant et après)", en supposant que la solution permette d'exécuter de nombreux scripts et actions personnalisés sur chaque champ extrait ou chaque champ structuré provenant des canaux numériques, est-il prévu que ces scripts soient configurés pendant la mise en œuvre d'un nouveau pipeline de documents ou à n'importe quel moment ? La modification des scripts dans le processus de production devrait être un événement planifié. Qui est censé créer et configurer ces scripts ? Nous supposons que ces scripts font partie d'un travail par lots et qu'ils ne sont pas uniques. Est-ce le cas ?

Réponse 66:

Le Canada confirme que ces scripts seraient configurés lors de la mise en œuvre d'un nouveau document. Les développeurs internes de StatCan sont chargés de configurer et de créer les scripts. Ces scripts feraient partie d'un travail par lots et qu'ils ne sont pas uniques.

Question 67:

Quelle est la limite supérieure en termes d'utilisateurs totaux et d'utilisateurs simultanés ? La limite supérieure est-elle de 200 ? Si la limite augmente fortement, êtes-vous d'accord pour envisager un rééchelonnement?

Réponse 67:

Nous ne pouvons pas nous engager sur le nombre d'utilisateurs ni fournir de limites supérieures pour le moment. Canada ne confirme pas le rééchelonnement.

Question 68:

En ce qui concerne le MC 14 pour l'exportation, pouvez-vous confirmer que l'exigence porte sur la possibilité d'exporter des données à partir de bases de données au sein de notre solution ou de répertoires au sein de notre solution par le biais d'une interface graphique ou de requêtes pour votre propre utilisation dans d'autres systèmes ? Le troisième point concerne-t-il la possibilité d'exporter des données à partir d'applications externes vers notre solution ? Ou s'agit-il de l'apport de données provenant de plusieurs endroits que vous attendez de la solution ? Pouvez-vous préciser ?

Réponse 68:

La Solution propose doit être en mesure d'exporter des données entreposée depuis une base de données ou un répertoire dans un endroit et un format spécifique. En ce qui concerne le troisième point, nous devons importer des données depuis une application externe dans notre solution et non pas exporter des données depuis des applications externes. Plus concrètement, la solution proposée fera la saisie de données provenant de plusieurs endroits.

Question 69:

Pouvez-vous clarifier ou donner des exemples des éléments ci-dessous afin que nous soyons en phase avec l'utilisation que vous faites de cette terminologie ?

- a. champ
- b. type de document
- c. flux de travail du document
- d. modèle
- e. lot
- f. Informations sur le lot
- g. type de travail
- h. documents individuels
- i. images et documents numériques
- j. images et documents numériques textuels

Réponse 69:

- a. Champ - Possibilité d'éditer des données stockées, des valeurs OCR, OMR ou ICR reconnues.
- b. Type de document - Le format (voir l'énoncé des travaux).
- c. Flux de travail du document - Le flux de traitement ou les étapes qu'un fichier doit suivre en fonction de critères et de paramètres spécifiés.
- d. Modèle - Présentation du document traité par la solution.
- e. Lot - Un certain nombre d'images à traiter ensemble.
- f. Informations sur le lot - Propriétés d'un lot.
- g. Type de travail - Processus par lequel passe un questionnaire/document/image.
- h. Documents individuels – Fichier unique ou questionnaire comportant une ou plusieurs pages.

i. Images et documents numériques - Fichiers numérisés au format électronique. Les documents sont des fichiers uniques comportant une ou plusieurs pages ou des fichiers multiples comportant une page avec du texte et des images.

j. Images et documents numériques textuels - Similaires aux images et documents numériques, mais ne contenant que du texte, comme un tableau ou un état financier.

Question 70:

Nous aimerions mettre en œuvre la solution initiale sur les données existantes et pertinentes dont vous disposez afin que l'UAT implique un cadre opérationnel complet contenant un flux de travail complet pour un ou plusieurs cas d'utilisation de documents de la plus haute priorité. Pouvez-vous fournir une liste des cas d'utilisation de documents que vous souhaiteriez voir configurés pendant la phase d'expérimentation ? Un cas d'utilisation de document serait le recensement de 2021 - 1A.

Réponse 70:

Présentement, le Canada ne fournira pas de cas d'utilisation.

Question 71:

Pouvez-vous préciser les différences entre les caractères français européens et canadiens ?

Réponse 71:

Canada confirme il existe des variations d'écriture à travers différentes régions du monde. Certains exemples sont fournis dans la variation de caractères numériques comme le 1 et le 4. Les polices d'écriture de divers pays peuvent être différentes des unes des autres, ce qui pourrait entamer une Reconnaissance Optique de Caractères (ROC) et/ou Reconnaissance Intelligente de Caractères (RIC) plus précise(s) selon le choix de la langue choisie; français canadien versus français de France.

Question 72:

Pouvez-vous nous donner des précisions sur MC32 ? Quelle est la limite supérieure quotidienne, annuelle ou mensuelle du volume d'images de documents non lisibles à la machine ou semi-lisibles à la machine par rapport aux images lisibles à la machine qui seraient lues dans la solution par le biais de travaux ? Quel est le cas d'utilisation pour un utilisateur individuel qui importe des images de documents dans le système par rapport à la solution qui saisit des données par lots ou en vrac de manière automatisée ? Un volume de pointe est nécessaire pour dimensionner la solution de manière appropriée et prendre en compte le stockage. Dans votre flux, page 73, section 4.7.4, nous ne voyons pas de représentation d'un utilisateur individuel introduisant des données de documents dans le système.

Réponse 72:

Le Canada ne fournira pas de limite supérieure de volume non lisible à la machine ou semi-lisible à la machine. Si les images ne peuvent pas être importées automatiquement, la Solution proposée doit offrir un moyen pour l'utilisateur de les importer manuellement.

En ce qui concerne le diagramme de la page 73, il s'agit d'un diagramme automatisé et tout processus automatisé doit permettre à quelqu'un de l'exécuter manuellement si nécessaire.

Question 73:

Quelle est la cadence souhaitée pour la programmation des travaux ? Quotidienne ? Hebdomadaire ?

Réponse 73:

La cadence du calendrier sera discutée et déterminée lors de la réunion initiale de lancement du projet.

Question 74:

Pouvez-vous développer le point M31 ? Qu'entend-on exactement par « mise en attente d'un fichier » et quel est le lien avec le travail ou le lot ? Le fichier doit-il être placé dans une file d'attente pour que le réviseur ne l'ait pas dans sa file d'attente d'assurance qualité, par exemple, ou tout le lot des mêmes types de documents doit-il être mis en attente ? Pouvez-vous décrire le cas d'utilisation et l'expérience que vos utilisateurs finaux devraient avoir ?

Réponse 74:

Un travail est lié à un type de questionnaire/document spécifique.

Un lot est le regroupement de questionnaires/documents au format numérique dans le cadre d'un travail spécifique.

La Solution proposée doit permettre à l'utilisateur de marquer un lot (un ou plusieurs documents) pour qu'il soit suspendu/en attente/envoyé à l'examen, ce qui empêche le lot de poursuivre le processus manuel et automatisé.

La Solution proposée doit permettre à l'utilisateur de signaler un document (une ou plusieurs pages/images) comme étant suspendu/en attente/envoyé pour être examiné, ce qui empêche le lot de suivre le processus manuel et automatisé.

La Solution proposée doit permettre à l'utilisateur de marquer une image/page à envoyer pour examen, ce qui empêche le lot de suivre le processus manuel et automatisé.

La Solution proposée doit permettre au processus automatisé de marquer un lot comme étant suspendu/en attente/envoyé pour être examiné s'il y a un problème, ce qui empêche le lot de continuer à suivre le processus manuel et automatisé, pour que quelqu'un puisse l'examiner à loisir.

Question 75:

Qu'entend-on par PRTC2 "La solution doit permettre de configurer et de détecter la création d'un ou de plusieurs champs nécessitant deux entrées identiques consécutives pour la reconnaissance et l'extraction des données à des fins de validation" ? Pouvez-vous clarifier ce point ?

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Réponse 75:

La Solution proposée doit permettre de définir un champ qui nécessitera une double vérification des données détectées/reconnues automatiquement ou capturées manuellement.

Un champ fait référence à une zone où les données se trouvent sur l'image et qui est automatiquement reconnue ou détectée pour une capture manuelle.

La double vérification fait référence aux données reconnues ou capturées manuellement dans un champ et qu'un autre opérateur de capture doit ensuite recapturer, sans savoir quelle était la valeur d'origine.

Question 76:

Pour M37, pouvez-vous donner un exemple de la manière dont les pièces jointes manquantes pourraient être identifiées ? Veuillez décrire le cas d'utilisation d'une pièce jointe dans le flux.

Réponse 76:

La Solution proposée doit également permettre de marquer une image qui ne correspond pas à un modèle, de l'examiner, de l'identifier manuellement ou de l'affecter automatiquement à un modèle ou à une pièce jointe.

Question 77:

Pouvez-vous préciser CO43 ? S'agit-il de la possibilité d'interroger des tables de données pour obtenir des informations agrégées sur un fichier, tous les fichiers d'un cycle de travail, les champs extraits dans un fichier, une page ou un cycle de travail, les décomptes par type de champ tel que la date ou les fichiers par champ tel que la date ? Un tableau de bord est-il souhaité pour faciliter ces opérations ? Pouvez-vous donner un exemple de ce que signifie "basé sur un échantillon d'opérateur" ?

Réponse 77:

La Solution proposée doit permettre de définir les champs automatisés et capturés manuellement, les taux d'échantillonnage CQ des valeurs initialement reconnues et stockées manuellement, pour les éléments suivants :

Le taux d'échantillonnage de l'opérateur fait référence à la capacité du système à échantillonner un pourcentage du travail de l'opérateur à des fins de contrôle de qualité.

Question 78:

Pour CO40, pouvez-vous donner des exemples de types de documents ou de cas d'utilisation qui impliqueraient des documents Word et Excel ? Ces types de fichiers s'inscriraient-ils dans les mêmes modèles de données associés à un cas d'utilisation de type document tel que le recensement de 2021 - 1A ou s'agit-il de cas d'utilisation ponctuels ?

Réponse 78:

Pour l'instant, le Canada ne peut pas fournir de cas d'utilisation.

Question 79:

Existe-t-il une politique de conservation de l'historique dans nos solutions ou les données historiques seront-elles conservées dans des bases de données externes ?

Réponse 79:

L'historique doit être conservé dans la Solution proposée ou dans une base de données externe.

Question 80:

Pouvons-nous avoir accès à e-post pour soumettre notre réponse, pour laquelle nous aurons besoin d'une invitation.

Réponse 80:

Le Canada invite les soumissionnaires à se référer à la Section 2 – Instructions du Soumissionnaire

Question 81:

Pouvez-vous préciser le terme "enregistrement" ?

Réponse 81:

L'enregistrement fait référence aux points d'enregistrement définis sur un modèle donné, qui permettent à la solution d'aligner l'image correspondante sur les champs associés d'un modèle.

Question 82:

Pouvez-vous clarifier ce critère, y compris le terme "ordre de modèle" ?

Réponse 82:

L'ordre des modèles fait référence à l'ordre de sortie des données de la page du document en fonction des spécifications du client.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Question 83:

Pouvez-vous préciser ce critère ? Qu'entendez-vous par reconnaissance et attribution des fichiers numériques ?

Réponse 83:

La capacité de la solution à identifier une image importée et à la faire correspondre à un modèle associé à un type de document, qui est configuré pour suivre un processus spécifique.

Question 84:

Pouvez-vous préciser le terme "dossier documentaire" ?

Réponse 84:

Un cas de document fait référence à un groupe de critères définis pour attribuer une charge de travail d'un type de document à un utilisateur ou à un groupe sur la base d'Azure ou du groupe de sécurité actif de Windows. Cela signifie que les utilisateurs qui ne sont pas affectés à la capture d'un type de document ne peuvent pas accéder à cette charge de travail particulière.

Question 85:

Il semble y avoir une incohérence dans les informations demandées par section entre les informations énumérées aux paragraphes a et b des pages 116-117, et les informations énumérées dans les captures d'écran fournies à la page 119. Pouvez-vous confirmer quelles informations sont incluses dans chaque section ? Par exemple, l'URL du fournisseur figure dans la section Informations sur le propriétaire (page 117), mais elle est présente dans l'onglet B Liste des produits informatiques (page 119).

Réponse 85:

Le Canada invite les soumissionnaires à se référer à l'annexe E - Processus d'évaluation des informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement

Question 86:

This section indicates that we will be accessing PROTECTED A and PROTECTED B information. Our company has a SECRET level Facility Security Clearance (FSC). Is this certificate acceptable for this requirement?

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Réponse 86:

Le Canada invite les soumissionnaire à se référer aux clauses de sécurité de l'appel d'offres pour vérifier si son attestation de sécurité répond aux exigences.

Question 87:

Les noms et les numéros des tableaux énumérés dans le tableau 11 ne correspondent pas aux tableaux énumérés dans les pages précédentes. Pouvez-vous préciser quels sont les prix à inclure dans le calcul du prix total de l'offre ?

Réponse 87:

Le Canada confirme que tous les tableaux seront utilisés pour déterminer le coût total de la proposition financière du soumissionnaire à des fins d'évaluation.

Question 88:

Dans ce tableau, quelle est la valeur à mettre dans la cellule en bas à droite ? Est-ce la somme des moyennes calculées dans les cinq lignes précédentes (dans la même colonne) ?

Réponse 88:

Le Canada confirme que le total du tableau 8 sera calculé en fonction de la somme de toutes les colonnes.

Question 89:

Ces tableaux ne contiennent pas de cellule pour le total en bas à droite. Faut-il ajouter une telle cellule ?

Réponse 89:

Chaque table doit avoir un prix total excluant les taxes applicables aux fins d'évaluation.

Question 90:

Tableau 4. Ce tableau n'existe pas dans la version anglaise. Faut-il le compléter?

Réponse 90:

Le Canada reconnaît qu'il y a une divergence dans l'invitation à soumissionner en français. Une modification incluant le langage correct.

Question 91:

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Le tableau est intitulé "Soutien à la formation", mais la description ne mentionne pas la formation. Pouvez-vous préciser ce qui doit être inclus dans ce tableau ?

Réponse 91:

Canada invite les soumissionnaires à se reporter à la « Section 4.3 – Portée de l'assistance à la formation pour la Solution »

Question 92:

Contrairement aux autres tableaux de l'annexe B, ces tableaux ne comportent pas la mention "Taxes applicables exclues". Pouvez-vous confirmer que cette mention s'applique également aux tableaux 1 et 4 ?

Réponse 92:

Le Canada confirme que les « taxes applicables exclues » sont associées à chaque tableau de l'annexe B – Base de paiement.

Question 93:

Ce paragraphe mentionne la nécessité d'un "engagement du soumissionnaire à deux réunions par semaine". Ces réunions sont-elles exigées pendant toute la durée du contrat ou seulement pendant la mise en œuvre de la Solution ?

Réponse 93:

Le soumissionnaire doit accepter de rencontrer régulièrement Statistique Canada, comme convenu mutuellement lors de la réunion de lancement du projet.

Question 94:

Dans les instructions relatives à l'envoi du formulaire en haut de la page, il vous est demandé :

- i. "Remplir et placer le formulaire dans une enveloppe scellée"
- ii. "Inclure l'enveloppe scellée avec votre soumission".
- b. Toutefois, pour cet appel d'offres, notre soumission sera transmise par voie électronique. Devrons-nous envoyer cette enveloppe scellée lorsque nous téléchargerons notre offre en ligne ?

Réponse 94:

Veuillez vous reporter à la Section 3 – Instructions à l'intention des soumissionnaires, sous-section 3.1

(a)

Question 95:

Le paragraphe b précise que le projet doit être achevé à la date de clôture de l'appel d'offres. Par achevé, entendez-vous que le projet est mis en œuvre et en production chez le client, ou plus précisément que le projet n'est plus d'actualité et que le client n'utilise plus la solution ? Pouvons-nous citer des projets clients en cours ?

Réponse 95:

Statistique Canada est à la recherche d'une solution commerciale. Par conséquent, la Solution proposée doit être prête à être mise en œuvre à StatCan avant la date de clôture de l'appel d'offres.

Le projet est mis en œuvre et en production chez le client.

Veuillez vous référer à l'appel d'offres à 3.2 : Soumission technique – sous-section (c). IV

Question 96:

Ce paragraphe fait référence aux exigences obligatoires en matière de versions décrites dans l'énoncé des travaux. Nous ne parvenons pas à identifier cette section dans l'annexe A, cahier des charges. S'agit-il du paragraphe 7.26.b, page 54 ?

Réponse 96:

Veuillez vous référer à la modification 002 Question 38

Question 97:

Section 7.5 (b) iii) Conditions générales supplémentaires 4008 Informations personnelles (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual/4/4008/2>)

Article 7.5 (b) iii) Conditions générales supplémentaires 4008 - Renseignements personnels - Compte tenu des responsabilités importantes associées à la conformité à l'article 4008 (2008-12-12), Conditions générales supplémentaires - Renseignements personnels, et des coûts connexes liés aux obligations de livraison (c.-à-d. nouvelle base de données, ségrégation des données, obligations de production de rapports trimestriels, etc. À titre d'exemple, l'entrepreneur recueillera-t-il des renseignements personnels au nom du Canada ? L'entrepreneur est-il censé stocker les renseignements/dossiers personnels du Canada dans une base de données qui lui appartient ? En fin de compte, nous croyons que les conditions générales supplémentaires 4008 devraient être personnalisées et négociées par le Canada et l'entrepreneur dans chaque autorisation de tâches applicable. Veuillez confirmer.

Réponse 97:

La clause 4008 des CCUA – Renseignements personnels est une clause supplémentaire standard pour les exigences concurrentielles et le Canada ne négociera pas pour le moment les modalités et conditions supplémentaires décrites dans la demande de soumissions.

Question 98:

Sections 7.11.2 Attestation de prix et 7.16 Vérification discrétionnaire - Un processus d'appel d'offres concurrentiel qui aboutit à une comparaison des prix proposés par plusieurs soumissionnaires est le moyen le plus juste, le plus efficace et le plus efficient de déterminer le prix le plus bas et la meilleure valeur pour le Canada, puisque le soumissionnaire doit faire une offre face à ses concurrents. La politique actuelle du gouvernement canadien en matière d'appels d'offres concurrentiels indique que les clauses, telles que les clauses d'attestation de prix et d'audit discrétionnaire, ne s'appliquent qu'aux procédures de passation de marchés non concurrentiels portant sur des biens et des services d'une valeur supérieure à 50 000 dollars. Dans ce cas, l'appel d'offres est concurrentiel et comporte une méthode d'évaluation qui établit un résultat financier concurrentiel ; voir les instructions disponibles à l'adresse suivante : <https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual/5/C/CO100C/2>.

Si l'offre du soumissionnaire est la seule offre recevable, le Canada est déjà protégé par la section 14 "Justification du prix" des Instructions uniformes 2003 - Biens ou services, qui régit la réponse à l'appel d'offres. Par conséquent, la certification des prix et les clauses discrétionnaires n'auraient pas dû être incluses dans les statuts.

Par conséquent, les sections 7.11.2 Certification des prix et 7.16 Audit discrétionnaire devraient être supprimées. Veuillez confirmer.

Réponse 98:

Le Canada confirme que la certification des prix et la vérification discrétionnaire sont des clauses standard pour les exigences concurrentielles et ne seront pas supprimées de la demande de soumissions.

Question 99:

Suite à vos réponses aux questions 17 et 18 de la modification n° 1, nous demandons respectueusement au Canada de confirmer que le soumissionnaire sélectionné sera autorisé à fournir ses conditions de licence supplémentaires, y compris la clause de conformité logicielle qu'il propose, au moment de l'attribution du contrat, afin que le Canada puisse les examiner et les inclure dans les clauses du contrat subséquent.

Réponse 99:

Aucune considération additionnelle ne sera accordée à cette question car elle a été répondue avec la modification 001, questions 17 et 18.

Question 100:

La section 5.2 (a) du processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement de l'appel d'offres stipule :

"Les certifications et les informations complémentaires énumérées ci-dessous doivent être soumises avec l'offre, mais peuvent l'être ultérieurement. Si l'une des certifications requises ou l'une des informations supplémentaires n'est pas complétée et soumise comme demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire d'un délai dans lequel il devra fournir les informations. Si les certifications ou les informations complémentaires énumérées ci-dessous ne sont pas fournies dans le délai imparti, l'offre ne sera pas recevable.

Cependant, l'offre V : Informations sur l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (section 3.6 Exigences relatives à l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICA)) indique que les soumissionnaires doivent remplir l'annexe E. Le Canada peut-il confirmer si l'annexe E doit être remplie dans le cadre de la soumission de cet appel d'offres ?

Réponse 100:

Le Canada confirme que l'annexe E doit être remplie et soumise à la date de clôture pour que votre soumission soit considérée comme recevable.

Question 101:

En ce qui concerne l'ANNEXE G : Critères d'évaluation des soumissions, section Critères techniques cotés par points (CTCP), le Canada peut-il confirmer que la colonne " score " doit être remplie par le Canada et non par le soumissionnaire ?

Réponse 101:

Le Canada confirme que la colonne des notes sera remplie par le Canada au cours du processus d'évaluation.

Question 102:

Le Canada peut-il confirmer l'endroit où le travail sera effectué ? Sur le site du client, sur le site du soumissionnaire ou sur les deux ?

Réponse 102:

Le travail sera effectué par moyen de sessions à distance, si nécessaire, avec le vendeur.

Question 103:

Afin de valider la compatibilité de la Solution, est-ce que Statistique Canada désire procéder avec un banc d'essai? Les résultats pouvant faire partie aux critères techniquement valables?

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Réponse 103:

À l'heure actuelle, nous ne procéderons pas à un banc d'essai à ajouter aux « critères techniquement valables », car ce qui précède n'était pas inclus dans l'appel d'offres.

Question 104:

Page 71, paragraphe 4.2 et page 70, ligne 6 de la table

a. 90 jours après l'attribution du contrat, la solution doit être livrée à Statistique Canada. On suppose que cela comprend l'installation, la configuration et la migration des modèles, qui relèvent toutes de la responsabilité de Statistique Canada, avec l'aide du soumissionnaire pour répondre aux questions et fournir les meilleures pratiques. Statistique Canada pourrait-il confirmer cette hypothèse ?

Réponse 104:

Le Canada confirme tel qu'identifié dans le tableau des produits livrables de l'énoncé des travaux

Question 105:

Page 127, CO26

Pouvez-vous clarifier le terme "type de travail" ?

An Réponse swer 105:

Le type de travail fait référence au regroupement d'un type de document (questionnaire).

Question 106:

Page 128, CO31

a. Dans ce contexte, le terme Travail est-il le même que le terme type de travail présent dans les critères CO26 ? Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous clarifier le terme Travail utilisé ici ?

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-210123/B

Amd. No – N° de la modif.
003

Buyer ID – Id de l'acheteur
173XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-210123

File No. – N° du dossier

CCC No. / N° CCC – FMS No/ N° VME

Réponse 106:

Le Canada confirme que le terme Travail est-il le même que le terme type de travail présent dans les critères CO26.

Question 107 :

Page 135, CTC15

a. Pourriez-vous clarifier les termes "champs de génération dans des lieux définis" ?

Réponse 107 :

Charge un fichier texte (par exemple XML, Text, Word, Excel, etc.) dont la structure prédéfinie définit les champs modèles et leurs configurations afin de générer automatiquement les critères du champ.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITION DEMEURENT INCHANGÉS DANS CET APPEL D'OFFRES .